



Communiqué du Bureau de l'Union Départementale FO 33

Bordeaux, le 26 juillet 2026

Près de 50 000 hectares partis en fumées, des centaines d'habitations détruites, des centaines de milliers d'évacués. Des scènes de ruines et de désolation. Un décor d'apocalypse.

Le 15 juillet 2026, à l'Assemblée Nationale, Laurent Nuñez, ministre de l'intérieur déclare au sujet des moyens alloués à la lutte contre les feux de forêt : « *Je ne peux pas vous laisser dire que nous manquons de moyens, d'ailleurs vous comme d'autres, je ne peux accepter cette polémique qui est complètement stérile* » !

Le 22 juillet à Bordeaux, au moment où le feu de Saumos se déclare, le ministre Nuñez persiste et signe : « *les moyens sont suffisants* ! »

**En quelques heures et 4 jours plus tard :
Des feux toujours hors de contrôle !
La faute à qui ? A la fatalité ? Vraiment ?**

Le gouvernement et leurs représentants locaux, comme la préfète de Gironde se dédouanent de leurs responsabilités en qualifiant la situation d'exceptionnelle et imprévisible !

Or, depuis des années, les pompiers avec leurs syndicats ne cessent par la grève et la manifestation, (*dont plusieurs violemment réprimées par le gouvernement à coup de canons à eau, grenades et LBD*), de réclamer des moyens matériels et humains pour assurer leur mission. **1 000 camions-citernes en moins contre les feux de forêt en 16 ans...**

Tout comme le syndicat national du personnel navigant de l'aéronautique civile qui ne cesse de dénoncer l'état et la faiblesse de la flotte par un manque d'appareils et d'équipages.

Suite aux incendies de 2022 qui avaient sévis aux mêmes endroits ... le gouvernement Macron avait promis :

- Des bombardiers d'eau supplémentaires d'ici la fin de son quinquennat. Bilan à 9 mois de l'échéance : Rien : les commandes ont été annulées, reportées.... **La promesse d'une flotte à 16 canadairs pour 2027 ne sera, au mieux, tenue qu'en 2033.**
- La création d'une base aérienne de la sécurité civile à Mont-de-Marsan : projet officiellement abandonné ce printemps par le gouvernement Macron !
- Le renforcement, la création de zones « pare-feu ». Elles sont toujours insuffisantes, faute de moyens nécessaires alloués.

Cet hiver, les inondations, avec des digues qui cèdent car l'état s'est dégagé de leur entretien en transférant cette compétence aux collectivités locales tout en leur supprimant les budgets nécessaires !

Le gouvernement augmente de 6,7 milliards d'euros le budget des armées pour la seule année 2026 et baisse de tout autant les budgets de tous les autres ministères. Le gouvernement a fait le choix d'avoir une flotte de 178 avions de chasse « rafale » d'ici 2030, (225 d'ici 2035) et d'un nouveau porte-avion estimé à plus de 12 milliards d'euros et nous explique qu'il n'y a pas de moyens pour des bombardiers d'eau....

Tous les soutiens du gouvernement défendent ces choix politiques en parlant de budget alloué « à la défense » !

Pour l'UD FO 33 : défendre la population, c'est mettre tous les moyens pour lutter contre les incendies, les inondations, renforcer les moyens des services publics, des pompiers, de la protection civile, de l'ONF et la DFCI, des secours et hôpitaux.

**1 nouveau porte avion : 12 milliards
1 canadair : 50 millions
Une question de choix politique...**

Comme quand un pilote de canadair, s'exprime en ces mots sur France Info : « *J'écopais dans la Seine et je me disais qu'on avait dépensé plus d'un milliard pour la rendre baignable... Combien de canadair aurait-on pu acheter avec ça ?* »

Il ne s'agit pas d'incompétences du gouvernement, encore moins de « faute à pas de chance » ! Le gouvernement et ses alliés ont fait leurs choix politiques, notamment ceux de ne pas répondre aux légitimes revendications des syndicats de pompiers, des pilotes de bombardiers d'eau, des agents de l'ONF (réduction de près de 45% des effectifs en 30 ans) qui n'ont cessé de réclamer des moyens matériels et humains.

Malgré les centaines de milliers d'évacués et les milliers d'hectares brûlés, il est encore temps de sauver ce qui peut l'être en réquisitionnant tous les moyens nécessaires pour lutter contre la progression dévastatrice des feux (canadairs, camions-citernes, bulldozers...) en débloquant sur le champ les milliards nécessaires aux moyens pour protéger immédiatement la population, les habitations, les infrastructures, la faune et la flore et de garantir à 100% les salaires de tous les salariés contraints au chômage par la perte totale ou partielle de leur emploi. En continuant de refuser de le faire maintenant, tout de suite, malgré les dévastations en cours auxquelles nous assistons, sous nos yeux et qui menacent de s'aggraver à chaque heure, le gouvernement porte la responsabilité écrasante de cette situation désastreuse.

L'UD FO 33 apporte tout son soutien aux pompiers, aux pilotes des bombardiers d'eau et à tous les personnels de l'ONF et DFCI qui luttent au péril de leurs vies pour protéger celles de la population, malgré le dénuement dans lequel ils sont plongés et qui résulte exclusivement de la politique de Macron et du gouvernement.

De la même manière, l'UD FO 33 salue et soutient toutes les victimes, toutes les initiatives d'auto-organisation et de solidarité qui sont en cours, qui se multiplient pour faire face à cette catastrophe et palier le désengagement de l'état.

En 2022, l'Union Départementale FO 33 avait titré : **Incendies en Gironde : les réductions de dépenses publiques se paient cash !** 4 ans, jour pour jour se sont écoulés ... Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets !